

TROISIEME ANNEE



N°8

Fédéchoses - \*F008\*

# f é d é c h o s e s

POUR LE FEDERALISME



Le vent me griffe le visage  
froid sur l'épaule mon fusil !  
on va sortir de la réserve  
et foutre le feu au pays...

lo vent grafinha ma cara  
freg sus l'espatta mon fusilh ;  
anam sortir de la reserva  
fotrem lo fuòc al país !

claude Marti

***Les Socialistes devant le choix***

premier trimestre 1975

prix : **3F**

# Sommaire

	P.
EDITORIAL : Les Socialistes devant le choix	3
Pouvoir syndical et Entreprises multinationales	5
Martinique : les Européens tropicaux	8
Et l'on ne sait jamais ...	13
Des soux pour les Sioux	15
Une colonie U.S. : Puerto-Rico	16
Justice for farmworkers (les luttes des travailleurs agricoles en Californie)	17
L'Archipel des Comores est "un et indivisible"	19
L'objection de conscience au Danemark	20
Roquefort dressing et Bottes de cuir	22
Transnational information service	25
Courrier des lecteurs	26
AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMERO	27

## COMITE de REDACTION

JF BILLION

JM DUBOS

Y PAGES

JL PREVEL

B THERY

Secrétariat de  
rédaction :

M.-C. RICHARD

Revue fédéraliste  
trimestrielle

Imprimerie SYROS  
9, rue Borromée  
P A R I S - 15<sup>e</sup>

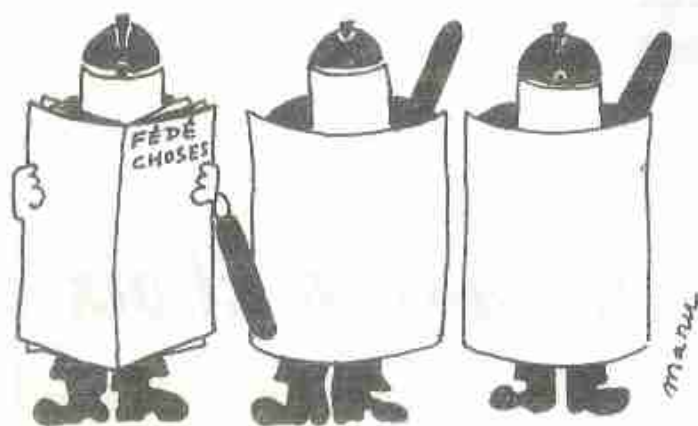
Tout courrier :

J.E.F. (ex-Jeunes du  
M.F.E.) :

26, rue Sala  
69002 LYON

Directeur de la  
publication :

JL PREVEL



Faites comme  
lui  
ABONNEZ-VOUS

15F (minimum!)

## Les Socialistes devant le choix

Les chefs de gouvernement de l'Europe des Neuf viennent de se prononcer pour l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

La question qu'ils posent est une question de principe. Debré l'a bien compris qui a déjà déclaré la guerre à l'Europe tout en appelant les communistes à la rescousse comme au bon vieux temps de la C.E.D. Le voilà bien, le piège national. Comme c'est commode de pouvoir diviser la gauche et d'opposer les socialistes pro-européens et les communistes anti-européens ! Tout indique pour l'instant que les communistes s'apprêtent à tomber dans le piège, sacrifiant la démocratie et les chances européennes du socialisme sur l'autel de la nation avec la bénédiction de Moscou qui les sacrifie, eux, sur l'autel de la double hégémonie.

Qui peut aider les communistes à comprendre que la démocratie pour l'Europe est la priorité des priorités ? Les socialistes, s'ils savent ouvrir sans attendre le débat sur les élections européennes en posant clairement et publiquement les vraies questions. Qui contrôle les éléments européens de la situation politique, économique et sociale : les gouvernements hors de tout contrôle parlementaire sérieux et les conseils d'administration des firmes multinationales, ou les représentants légitimes des peuples des Etats de la Communauté ? Au stade actuel, l'internationalisation des luttes est-elle plus que l'"esquisse d'une esquisse" d'un contre-pouvoir populaire face aux concentrations monopolistes et aux Etats nationaux, dont les capitalistes ont besoin pour diviser les travailleurs ? Qui en porte la responsabilité sinon les hommes de la gauche, de toute la gauche ?

Ce sont des gouvernements conservateurs et réformistes qui viennent de dire oui à la participation du peuple et de ses représentants à la construction d'une Europe démocratique. Qu'en attendent-ils sinon la légitimation du marché européen et de la licence que comptent s'y donner des pouvoirs nationaux publics aux souverainetés intactes et des pouvoirs multinationaux privés libres de toute con-



LES SOCIALISTES  
DEVANT LE CHOIX

trainte. Telles sont les limites que les gouvernements assignent aux élections européennes. Il ne tient qu'aux hommes de la gauche d'en affranchir le peuple. Car la question électorale en Europe a sa racine dans le mode de production capitaliste lui-même, dans la contradiction entre le marché européen et les Etats nationaux qui reproduisent le cloisonnement des luttes politiques dans les nations et la division des travailleurs dans la formation sociale européenne en gestation. Cette contradiction est la forme historique actuelle du développement des contradictions du capitalisme. C'est elle qu'il faut exploiter pour affaiblir l'impérialisme. C'est elle qu'il faut dépasser pour rendre ses chances à un socialisme européen. Voilà la vérité.

Socialistes et communistes peuvent refuser les élections européennes, voire boycotter le Parlement européen, pour ne pas s'enfermer dans les limites gouvernementales. Où serait l'avantage ? Sauver l'union de la gauche en France ? Mais à quel prix ? La lutte pour le pouvoir est sur le point de se déplacer des nations à l'Europe. Ce comportement suicidaire de la gauche française condamnerait le socialisme européen à une opposition extra-parlementaire sans issue. Alors, l'Europe serait vouée à reproduire le modèle américain de société. Non, les socialistes doivent ici et maintenant développer leur position pour l'élection directe dans la perspective d'une Europe démocratique, indépendante, ni anti-américaine, ni antisoviétique, c'est-à-dire dans la perspective de l'unité fédérale de l'Europe, et poser la question européenne aux communistes en des termes qui n'ont rien à voir avec ceux de Giscard et que le P.C.F. peut accepter sans perdre la face, s'agissant pour lui d'une question de vie ou de mort.

Choix pour les socialistes. Devoir pour les fédéralistes de dire et de répéter sans trêve ce qui retentit à des oreilles de gauche comme un défi de gauche à la gauche.

Bernard BARTHALAY.

# pouvoir syndical

## et entreprises multinationales.

par Alfonso Iozzo

Le développement des pays occidentaux a été caractérisé, depuis la guerre, par le progrès de l'internationalisation des aspects essentiels de l'activité de production. La libéralisation des échanges entre les pays de l'espace atlantique et le processus d'intégration économique entre les pays européens sont les deux manifestations principales du dépassement des frontières par l'économie. La création du Fonds monétaire international et du G.A.T.T. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) ont été l'expression directe du processus de libéralisation, alors que l'institution de la C.E.C.A. et du Marché commun ont été les temps forts du processus d'intégration européenne.

Ces phénomènes ont déterminé de profonds changements, non seulement en ce qui concerne la structure des systèmes économiques des différents pays, mais aussi pour ce qui touche à la structure, à la position et au rôle des entreprises.

L'internationalisation de l'économie a en effet entraîné la création de grandes concentrations productives et, en particulier, l'affirmation du phénomène des "multinationales".

En Europe, on assiste à l'apparition de trois types principaux de concentrations :

a) Quelques entreprises européennes ont acquis une position de monopole dans certains secteurs de l'économie d'un pays, comme base pour mieux répondre au défi international (ce phénomène est particulièrement évident dans des secteurs comme celui de la chimie ou celui de l'automobile).

b) D'autres entreprises européennes ont tenté de fusionner avec d'autres unités de production opérant dans le cadre de la Communauté européenne ou de s'intégrer à elles (la naissance d'"entreprises européennes" est cependant difficile, comme le prouvent l'échec de l'entente Fiat-Citroën, les difficultés des ordinateurs Olivetti-Bull ou le douloureux accouchement de la Pirelli-Dunlop).

c) Les "multinationales" américaines ont pris le contrôle d'un nombre important d'entreprises européennes ou installé des filiales directement dans les pays européens

(en gardant le contrôle de secteurs fondamentaux de l'activité économique, comme c'est le cas avec les "sept soeurs" du pétrole, ou avec l'I.B.M. pour les ordinateurs).

Il est évident, au terme de cette phase de développement des économies européennes, fondée sur la libéralisation des échanges, que ce sont les multinationales américaines qui ont joué le rôle dominant dans la structure productive des pays européens.

La suprématie des entreprises américaines n'est pas étonnante puisqu'elle se fonde sur des bases objectives qui, sous une forme extrêmement synthétique, peuvent être définies comme suit:

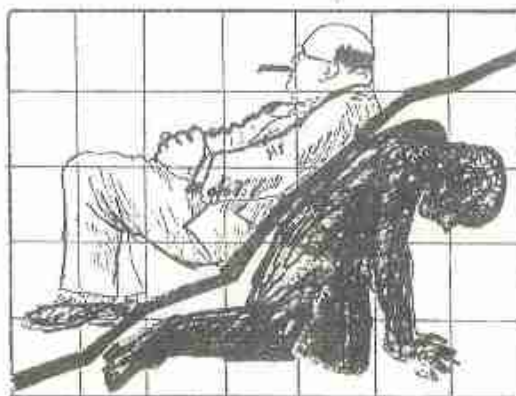
- existence d'un marché intérieur américain de dimensions continentales qui fournit une base suffisante pour l'expansion à l'extérieur;
- investissements publics et commandes dans le secteur de la recherche et de la technologie avancée;

- accès privilégié au marché financier international et en particulier aux énormes potentialités de financement du marché de l'euro-dollar (qui, par ailleurs, échappent au contrôle des économies nationales).

Si l'on compare ces données avec celles de l'Europe Occidentale, on comprendra immédiatement les raisons de l'hégémonie des Etats-Unis sur le terrain politique, militaire, technologique, commercial et financier. Les principales sociétés multinationales sont plus puissantes que la plupart des Etats de la planète. Une étude de l'O.N.U. remarque que les dix plus grandes sociétés multinationales ont chacune un chiffre d'affaires supérieur au produit national brut de quatre-vingts pays. Si nous considérons que huit de ces sociétés ont leur maison-mère aux Etats-Unis et que l'Europe est subordonnée à l'impérialisme américain, nous pouvons facilement imaginer quelles sont leurs possibilités d'étouffer les institutions et les procédures démocratiques. Les citoyens élisent des Parlements, mais les sociétés multinationales, avec leurs moyens financiers inépuisables, sont en mesure de corrompre des partis et des ministres et d'obtenir des lois, grâce auxquelles elles s'assurent des privilèges et des immunités de type féodal. Naturellement, le terrain sur lequel s'affirme la corruption est celui de la crise du consensus qui s'empare des institutions démocratiques des pays européens et, particulièrement des plus faibles, et pousse les partis à chercher un soutien dans la population par la formation de clientèles et pas le "sous-gouvernement", ce qui suppose d'énormes disponibilités financières révélées en Italie par le récent scandale des pétroliers.

D'autre part, le caractère libre-échangiste du Marché commun a permis au développement de la production de prendre une dimension européenne et, par certains aspects, mondiale, alors que les instruments de contrôle public de l'économie, qui ont gardé des dimensions nationales, ont été substantiellement affaiblis. Comme les Etats ont perdu l'indépendance, de même que les forces politiques et sociales qui agissent en

leur sein, ne sont plus des centres de décision autonomes. Par exemple, les forces politiques et syndicales des travailleurs, qui conservent au niveau national le pouvoir d'influer sur les choix de la planification (dans la mesure où il existe encore une planification nationale) par des actions de masse qui visent directement le gouvernement, les rapports de force au niveau européen jouent en faveur du capital, parce que, sur ce terrain, les partis et les syndicats des travailleurs ne sont pas en mesure d'employer les armes (la mobilisation des masses) dont ils disposent sur le plan national. En vérité, il y a quelques rares exemples de grèves coordonnées au niveau européen au sein d'entreprises multinationales (comme la Pirelli-Dunlop ou Michelin). Mais, en ce qui concerne les sociétés multinationales qui ont leur maison-mère aux U.S.A. (et qui sont les plus puissantes et les plus nombreuses), la difficulté d'organiser des grèves internationales apparaît insurmontable, à cause de l'hétérogénéité des conditions sociales et de l'absence d'un cadre institutionnel commun. Le Marché commun a donc profondément modifié les conditions de la lutte des classes, déplaçant progressivement les rapports de pouvoir à l'avantage du capital.



Il faut maintenant se demander pourquoi la classe ouvrière n'a pas été en mesure de dépasser le cadre national sur le plan des instruments d'organisation et de lutte : c'est parce que l'internationalisme prolétarien n'a pas pu devenir un principe effectif d'action de la classe ouvrière et parce que le socialisme est devenu un mouvement surtout national. Ce sont les fac-

teurs politiques et institutionnels qui, en cette matière, jouent un rôle prépondérant. L'organisation du pouvoir politique, de la lutte entre les partis et entre les forces sociales, du consensus des citoyens dans le cadre national, autrement dit l'inertie des institutions nationales, a jusqu'à présent empêché d'ouvrir au contrôle du peuple et des travailleurs les mécanismes d'une société internationale aujourd'hui abandonnée à l'antagonisme anarchique entre les Etats et les sociétés multinationales. C'est la structure nationale du pouvoir politique qui, tout en permettant au capital de planifier son développement sur les marchés internationaux, empêche les masses laborieuses de trouver au moins au niveau européen (où s'est déjà formée la base socio-économique d'un nouvel Etat) le support politico-institutionnel qui permette d'unifier les luttes des travailleurs et leurs organisations au-delà des barrières nationales.

Par ailleurs, le processus d'internationalisation du capital est arrivé à un point tel que l'arme de la grève elle-même, utilisée dans le cadre national, tend à s'émousser en raison de la possibilité, expérimentée plusieurs fois au cours des années récentes, pour les entreprises multinationales, de tenir en échec les revendications des travailleurs des unités de production d'un Etat déterminé, en continuant à produire, ou même en accélérant la production dans les unités situées dans les autres Etats.

En définitive, en face des sociétés multinationales, les instruments du droit de vote et de la grève, par lesquels s'exprime le pouvoir des travailleurs, perdent une grande partie de leur efficacité, s'ils ne sont utilisés qu'au niveau national. La conquête du pouvoir national ne constitue plus un objectif permettant aux travailleurs de prendre en main leur destin. Les Etats nationaux, à cause de leur dimension, ne sont plus en mesure de contrôler les tendances fondamentales du cours de l'histoire et sont devenus le principal obstacle au développement des forces productives et à la transformation de la société. Par conséquent, la lutte

pour modifier le mécanisme de la croissance et pour établir le primat du travail sur le capital doit être menée sur le terrain européen.

Les deux instruments fondamentaux qui doivent être créés au cours de cette lutte pour permettre aux travailleurs de se battre pour ces objectifs sont leur unification politique et syndicale au niveau européen et la planification démocratique européenne. Il faut donc en indiquer les conditions nécessaires à caractère politico-institutionnel. En effet, l'unification des organisations de travailleurs ne peut se réaliser que dans le cadre d'un Etat, c'est-à-dire là où existe la possibilité d'organiser et de mobiliser les travailleurs, en tant que noyau fondamental de la population, dans la lutte politique et syndicale. La planification exige les mêmes conditions institutionnelles; elle est un instrument de gouvernement dans le cadre d'un Etat.

Il n'y a qu'une réponse à ces problèmes : faire participer le peuple et les travailleurs au contrôle de la société et de l'économie européennes par la transformation démocratique de la Communauté et l'élection directe du Parlement européen. Cela revient à détruire l'Etat national fermé et centralisé, c'est-à-dire à détruire ce qui divise les travailleurs, les affaiblit, les subordonne aux grandes puissances politiques et économiques et les exclut en définitive du processus de direction du développement économique et social.

# FORUM



ZEITSCHRIFT FÜR THEORIE UND PRAXIS TRANSNATIONALER POLITIK

Herausgeber: Junge Europäische Föderalisten; Redaktionsadresse: 53 Bonn Markt 4, Tel.: 02221/655589; Redaktion Gisela Kröhne, Konrad Wösel; Jahresabonnement (ca. 10 Nummern) DM 12,00. Mit Namen gekennzeichnete Artikel gehen nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Abdruck gegen Einsendung eines Belegexemplares.

# martinique :

## les européens tropicaux

Par Maître Camille DARSIERES

— Secrétaire Général du Parti Progressiste Martiniquais (P.P.M.)

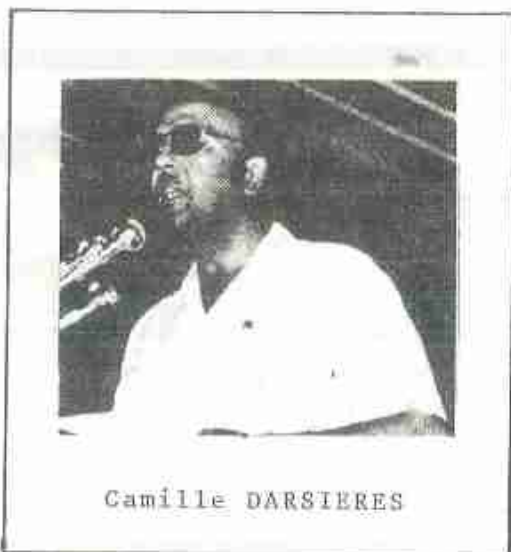
-----

On peut dire que les trente dernières années de l'histoire de la Martinique reposent sur ce que l'on pourrait appeler la "Duperie de la Départementalisation".

Quand prit fin le deuxième conflit international, les idées socialistes, jusque-là combattues avec acharnement par la propagande, voire par les armes des pays capitalistes, trouvèrent plus de crédit, en tout cas furent davantage tolérées, grâce au bout du chemin que ces pays, dont la France, durent faire bon gré mal gré, avec l'U.R.S.S., pour anéantir le nazisme.

La carte de l'Europe se couvrit, à l'est, de démocraties populaires. En Angleterre, les travaillistes eurent électoralement raison du vieux lutteur conservateur Churchill. Et en France, où le Conseil National de la Résistance avait proposé des réformes tendant vers le collectivisme, l'électeur assura une nette majorité aux socialistes et aux communistes. Au point que Jacques Fauvet a pu écrire, dans "La IVe République", que la France semblait "alors mûre pour le Front Populaire, peut-être même pour la Démocratie Populaire".

C'est d'ailleurs de ce moment que datent les grandes nationalisations : gaz et électricité, houillères, transports aériens ... C'est à ce moment que fut prise l'ordonnance créant la Sécurité Sociale.



À la Martinique, le sous-développement économique, l'exploitation arrogante de milliers de travailleurs par une minorité de dix familles, le racisme du régime de l'Amiral Robert (proconsul vichyssois pour les Antilles et la Guyane) garantirent les victoires de la Fédération de la Martinique du Parti Communiste Français. Dès mai 1945, Fort de France est acquise à Aimé Césaire et à sa liste communiste; dès octobre 1945, les deux représentants de la Martinique à la constituante sont communistes : Léopold Bissol et Aimé Césaire.

Les élus de la gauche martiniquaise raisonnèrent alors que l'avènement au pouvoir en France, de la gauche, dans le climat de justice sociale installé, ne pourrait qu'aider à l'émancipation de notre classe ouvrière.



Oubliés dans leurs luttes, du fait de l'éloignement et du statut colonial en faisant des Français juridiquement à part, les ouvriers de la Martinique auraient intérêt à décrocher le statut de Département, décrochant du même coup, imaginait-on, l'application dans l'île des lois sociales et la nationalisation des moyens de production soit, en l'occurrence, des usines à sucre.

Il convient à la vérité historique de dire qu'aucune équivoque n'existait sur ce sens donné à la Départementalisation par ceux qui la demandèrent. Rapporteur de la loi de Départementalisation en mars 1946, Césaire avait dit en clair :

*"... C'est dire que, pour des raisons non seulement sociales, mais encore économiques, nous souhaitons de toutes nos forces l'extension aux Antilles et aux territoires analogues du grand mouvement qui a été inauguré en France et qui tend, sur la base des nationalisations, à organiser la production et, surtout, à la développer en fonction de l'intérêt général et non plus de quelques intérêts privés".*

A la Commission de la France d'Outre-Mer, le 7 mars 1946, le Ministre des Finances, André Philip, confiait qu'il avait bien perçu cet aspect des choses :

*"Au point de vue social et économique, l'assimilation entraînerait l'application automatique de toute la législation métropolitaine ; et il s'agit sans doute d'un des principaux objectifs poursuivis par les rédacteurs de la proposition de loi".*

Or manifestement, de ce point de vue, la départementalisation est un échec cuisant.

La Sécurité Sociale, que l'ordonnance de De Gaulle, d'octobre 1945, n'avait pas étendue aux Antilles, tarda à être appliquée. Et il fallut bien des grèves, bien des pétitions, bien des interventions parlementaires pour que, en juillet 1949 seulement, quelques prestations viennent concrétiser le principe de l'extension.

De surcroît, aujourd'hui, cette extension n'est pas du tout totale. Divisant pour mieux dominer les structures sociales, l'Etat Français a créé deux

régimes de Sécurité Sociale dans ce département de 1000 km<sup>2</sup>, comptant 300.000 habitants : le régime du Secteur Public où les prestations sont plus avantageuses ; le régime du secteur privé comptant, lui, plus d'adhérents, mais recevant un service dilué. En sorte que, cyniquement, et sans que cela puisse trouver justification, l'allocation familiale perçue pour le fils de l'ouvrier est inférieure à celle perçue pour celui du fonctionnaire.

Il faut souligner aussi que, dans un pays où le chômage est intensif, atteignant 40.000 personnes et davantage pour une population active de 125.000, il n'y a aucune caisse de chômage. En sorte que la Martinique est un pays d'assistés, que les fonctionnaires français de passage, le temps d'un séjour avec primes, ne manquent pas d'humilier, considérant les chômeurs comme des "mendiants", et les cadres locaux, mieux traités, comme des "alimentaires".

Il est clair que les Parlementaires martiniquais de 1946 ont été dupés et, avec eux, le peuple martiniquais qui fit confiance à une France socialiste et passa contrat avec un Parlement à majorité socialiste.

Mais l'orientation socialiste de cette France et de ce Parlement ne dura pas longtemps. La S.F.I.O. glissa vers le centrisme, abandonna l'esprit et la lettre du socialisme. Apeurée, l'Europe (l'Europe du capital s'entend) se mit à la remorque des U.S.A. avec Plan Marshall et Pacte Atlantique.

L'Outre-Mer ne pouvait qu'en recevoir le contre-coup et, pour la Martinique en tout cas : ni justice sociale, ni collectivisation des usines à sucre, moteur de notre économie.

o o o o o

La loi de départementalisation n'impliquait pas, dans l'esprit de ses promoteurs, une renonciation à la personnalité martiniquaise.

Chantre de la Négritude, auteur du "Cahier du retour au pays natal",

Césaire n'était pas homme à nier la personnalité de son peuple. Et, dans le rapport même qu'il fit à l'Assemblée Constituante Française pour décrocher la départementalisation, il émit les plus expresses réserves quant à une gestion centralisée des départements d'Outre-Mer. Ici également, tout est dit sans équivoque :

*"... tout en affirmant le principe de l'unité française..., les propositions qui vous sont présentées n'empêchent pas de laisser éventuellement au Conseil Général de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, certains pouvoirs qui leur seraient propres".*

Confiant en la droiture des interlocuteurs, il se contentait de prendre date :

*"Toutes choses, ajoutait-il aussitôt, dont il sera utilement débattu quand viendra devant l'Assemblée la discussion sur les pouvoirs des Assemblées locales et départementales".*

Ce que nous devons nous rappeler, c'est qu'au moment où les parlementaires étaient invités à voter la loi de départementalisation, mars 1946, la France n'avait pas encore voté sa nouvelle Constitution, octobre 1946. Césaire pensait donc, avec d'ailleurs tout un courant régionaliste, qu'elle pourrait prévoir une décentralisation de la France, voire donc des D.O.M.

Le cocontractant français ne se dissimula pas cet aspect des choses.

Marius Mouttet, Ministre des Colonies, posera à l'Assemblée les seules vraies questions réalistes :

*"Comment se pose le problème ? Les unités politiques que sont les îles de la Réunion et des Antilles sont à des milliers de lieues de la Métropole. Elles élisent des Assemblées locales. Le régime dont nous discutons sera-t-il toujours et exclusivement celui de la loi ? Est-ce que, pour appliquer la loi, des décrets n'interviendront pas ? Ces décrets devront-ils émaner du Ministère de la France d'Outre-Mer ou, devons-nous, au contraire, déléguer aux Assemblées locales un certain pouvoir réglementaire qui s'apparentera au pou-*

*voir législatif ? Les populations de ces vieilles colonies seront-elles toujours gouvernées de Paris, ou est-ce qu'au contraire elles se gouverneront largement d'elles-mêmes ?"*

Et d'interroger sommairement mais à très bon escient :

*"Centralisation ou décentralisation" ?  
"Sujétion ou autonomie" ?*

Jamais on n'aura été aussi clair. Il fut tout autant lumineux que le constituant français demeura le séculaire jacobin, ne concevant l'ordre que dans la centralisation recherchée par les rois et militairement appliquée par Napoléon; n'admettant pas que Paris délègue quoi que ce soit à qui que ce soit. En sorte que, la départementalisation de la Martinique s'accompagna d'un renforcement de la centralisation aboutissant au renforcement des prérogatives du Préfet.

Ce n'était pas l'autonomie, c'était et c'est la sujétion.

On imagine combien, sur le plan culturel, ce fut et c'est l'aberrante aliénation. L'Antillais est convié à se fondre dans la culture d'autrui au lieu d'asseoir et d'épanouir la sienne.

Pourtant, les nuances ne manquent pas :

L'histoire de la Martinique ne peut pas se lier avec les mêmes yeux ni avec le même cœur que se lit l'histoire de France. Ainsi, la Déclaration des Droits de l'Homme est, pour le Français d'Europe, une fierté. Cette déclaration n'eut pas cours chez nous, où les esclaves demeurèrent dans les chaînes, sans patrimoine, sans âme, "propriétés pensantes", objet de commerce.

Géographiquement, la Martinique est à 7.000 km de l'Europe, en pleine Caraïbe. Elle fait partie de l'Amérique Latine et c'est le pacte colonial qui fait qu'elle commerce plus avec Le Havre, Bordeaux ou Rouen, qu'avec les ports de Trinidad, La Jamaïque ou Cuba.

Economiquement, les intérêts du peuple martiniquais sont à l'opposé tout à fait des intérêts du capitalisme français. C'est au nom du capital français que, au XVIIIe siècle, les raffineries de sucre antillaises ont été sabordées. C'est au profit du capital de France qu'après la guerre de 14-18, le rhum antillais fut contingenté, pour la plus grande joie des bouilleurs de cru. Et si, de nos jours, le sucre de canne martiniquais, de moins en moins fabriqué, ne participe pas à la hausse des cours mondiaux, c'est le betteravier de France qui s'enrichit.

Notre Martinique est une parfaite réussite coloniale : elle produit fort peu; elle achète tout de France, de l'oeuf (oui, de l'oeuf !) au tracteur, du papier journal au trousseau; des médicaments au riz au lait en conserve.

Brassage de races, la noire, la blanche, la jaune, les Martiniquais forment un peuple original quant à l'ethnie. Et c'est dérisoire fiction que de vouloir les faire descendre des Gaulois aux yeux bleus. Et ridicule.

Bref, le peuple martiniquais constitue bel et bien la nation martiniquaise et, comme toutes les nations, il devrait détenir les moyens de s'exprimer, de se défendre.

A l'heure de la décolonisation, il n'est pas d'autre voie pour lui que de lui reconnaître le droit à l'autodétermination.

\* \* \* \* \*

La France du capital n'est pas à la veille de reconnaître aux Martiniquais un droit aussi naturel. Elle poursuit anachroniquement sa politique de centralisation, d'exploitation, d'aliénation. Elle va même jusqu'à convier notre peuple caraïbien à voter pour ou contre l'entrée dans le Marché Commun de telle ou telle nation d'Europe. Elle croit cela possible en nous qualifiant, sans humour, d'"Européens tropicaux".

Or, nous n'avons rien à attendre de l'Europe des six ou des neuf, rassemblement d'états capitalistes développés, en quête, tous, de débouchés pour leurs produits finis.

L'écoulement de notre rhum n'est nullement garanti à Bruxelles, par une législation qui en protégerait l'appellation. Et le produit de nos distillations peut impunément se fondre avec les pires tafias dans les foudres de Bordeaux, de Milan ou de Hambourg.

Si l'Europe a de plus en plus besoin de sucre, le gouvernement agit en sorte que c'est le betteravier d'Arras sur Aube ou de Wavignies qui y pourvoiera. Et tant pis si, ayant déjà pu exporter 90.000 tonnes de cette denrée, la Martinique n'en peut plus exporter que 3.000 ! Qu'est-ce donc que cela fait à l'Europe ?

L'Europe, en hiver, est-elle gourmande de fruits ? Qu'à cela ne tienne, elle ira, par prestige, en Afrique, cet immense marché pour produits industriels. La production des Antilles sera contingentée d'autant. Car, que vive l'Europe d'abord !

La vérité est que l'actuelle entité d'Europe est l'affaire des trusts et des monopoles. La règle d'or c'est celle de tout marchand : l'ouverture des débouchés. Et la décolonisation africaine n'a été admise (appart la bouderie à la Guinée) qu'à condition que s'installe le néo-colonialisme.

Ce n'est pas avec cette Europe-là que la classe ouvrière de la Martinique pourrait compter pour redresser son économie.

Ce qui signifie que, politiquement, les Martiniquais n'ont rien à attendre d'une Europe qui se fédéraliserait sous la houlette des Etats capitalistes. Un gouvernement européen super-étatique ainsi constitué voudrait dire le maintien, voire l'élargissement du champ d'exploitation aux colonies.

Cela voudrait dire qu'après avoir été colonie de la seule France, la Martinique deviendrait colonie et de la France, et de l'Italie, et de l'Allemagne.

Certes, une Europe des Peuples serait autre chose. Entendons une Europe

conçue, réalisée, gérée par les masses et non pas par les Etats-majors du capitalisme inter-européen. Une Europe qui se ferait de la base et non point du sommet. Bref, cette Europe qui se bâtirait dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, ne nous apparaît pas, à nous colonisés, comme une construction indifférente. Mais elle ne nous semble pas perspective actuelle ni actuellement raisonnable.

Une telle Europe ouvrière contribuerait pourtant à la décolonisation de notre peuple, parce qu'elle ne concevrait plus l'exploitation de l'Homme

par l'Homme; parce qu'elle n'admettrait plus l'exploitation d'un peuple, jugé de race inférieure, par un autre peuple jugé de race supérieure. Parce qu'elle éliminerait le capitalisme et, du même coup, l'impérialisme, nos deux ennemis mortels.

Cessons de rêver. Revenons sur terre. Sur terre antillaise soit dit ; au jour d'aujourd'hui, le salut des Martiniquais ne dépend que de leurs propres forces, de leur propre travail, de leur propre détermination.

Les problèmes de la lutte politique dans la société moderne  
Fascicule n. 4

## LE PROBLEME MONETAIRE ET LE PROBLEME POLITIQUE EUROPEEN

*L'ASPECT DE POUVOIR  
DE L'UNIFICATION MONETAIRE*

MARIO ALBERTINI (\*)

*(\*) Cet opuscule, publié par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste européen, a été rédigé par l'un d'entre eux. Il correspond à un patrimoine de pensée commun à l'avant-garde fédéraliste.*



# federalismo militante

*Mensile della Gioventù Federalista Europea*

Sezione Italiana della Jeunesse Européenne Fédéraliste

Les premiers Américains, ceux qui habitaient le "Nouveau Monde" avant l'arrivée des "Yeux Blancs", sont aujourd'hui une minorité de deuxième classe dans une société qui les étiquette, les range dans un tiroir et se dépêche de les oublier. Ceux qui régnaient depuis les bouches du fleuve Columbia sur le Pacifique, par les montagnes de l'Ouest, les prairies du coeur du pays et les Appalaches jusqu'aux rives atlantiques, n'ont même plus le minimum vital indispensable.

Comme on le sait déjà, toute l'histoire des U.S.A. de 1600 à la fin du XIXe siècle est celle de la "Frontière" du pays sans cesse repoussée vers l'Ouest.

L'on pensait, premièrement, que le pays à l'ouest des Colonies (et plus tard des treize Etats) était vide et désertique (exception faite de quelques nomades sauvages) et, deuxièmement, que nous, les Américains, sortis d'Europe sur les traces d'Ericson et de Colomb, avions le "Destin Manifeste" (Manifest Destiny) de nous emparer de tout le continent pour en faire un nouveau monde de liberté et de tolérance, montrant par nos actions la bonne voie à la vieille Europe querelleuse et décadente. Telles étaient les grandes idées fourmillant dans la tête du jeune pays : l'avenir était beau et l'on pourrait vivre enfin librement avec assez de terres pour que tous soient "Terriers" sans qu'aucun ne soit "Seigneur". L'on voulait de même vivre isolé et se tiendrait, autant que faire se peut, à l'écart des machinations internationales et européennes. Une bonne vie et la liberté pour tous, un mandat divin "self-postulé" exigeaient donc l'expansion territoriale.

Dans toutes ces grandes idées, une seule chose était oubliée, peut-être volontairement.

C'était que le continent était déjà peuplé et par des gens ayant une

civilisation assez avancée. Eux que l'on appelait les Indiens, suite à l'erreur de Colomb pensant avoir découvert l'Asie, se nommaient entre eux "les hommes". Partout aux Etats-Unis, dans presque toutes les différentes langues indiennes, le nom de la tribu signifie "les Hommes" ou "le Peuple". Leurs religions étaient parmi les plus fortes du monde, c'est-à-dire qu'elles ne tentaient pas de convertir le reste du monde, mais étaient très fidèlement observées, faisant partie de la vie terrestre et quotidienne de façon concrète. La plupart d'entre elles soulignaient le rôle de la nature et les croyants étaient conscients de leur place sur terre; cela ne veut pas dire que tous protégeaient de façon parfaite leur environnement. Les Indiens du Chaco canyon au Nouveau Mexique ont, semble-t-il, décimé les forêts de pins des plateaux pour en faire des toits d'habitations, ce qui détruisit l'équilibre naturel et entraîna leur disparition il y a environ neuf siècles; généralement parlant, cependant, le mode de vie des Indiens ne réclamait pas, comme c'est le cas pour nos industries, la destruction systématique de ce qui ne peut être remplacé.

Leur art et leur architecture, la dernière surtout dans les Pueblos de l'Ouest, étaient très raffinés. Un "Pueblo", c'est-à-dire les bâtiments multicellulaires et superposés que faisaient les Indiens, était très facile à construire lorsque l'on connaît la méthode, bon marché, et garde la fraîcheur en été et la chaleur en hiver mieux que la plupart de nos constructions modernes. Enfin un Pueblo bien construit peut durer près d'un millénaire; l'on en trouve encore aujourd'hui étanches et en de très bonnes conditions, bien qu'inhabités depuis près de 900 ans. Ceci n'est qu'une petite partie de ce que l'on connaît de la civilisation indienne, mais bien qu'ils furent "féroces", l'idée reçue d'un tas de sauvages stupides, ignorants et sales, sans esprit ou humanité, est totalement fautive.

Mais tel était le point de vue des nouveaux arrivants. Ils se sont mis en

marche droit vers le soleil couchant, en écrasant et chassant tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage et ont envahi les grandes plaines. Parfois ils laissent des terres aux Indiens dans le pays grandissant, mais souvent aussi les reprennent par la suite.

Un épisode à noter est l'action du Président Jackson, l'un des présidents les plus bornés de notre histoire, qui obligea une tribu entière d'Indiens d'Oklahoma à quitter leurs terres et à se fixer ailleurs sans la moindre préparation. C'était en hiver et les conditions climatiques telles que de nombreux Indiens moururent. Il s'agissait pourtant d'une tribu s'étant "accoutumée" à la civilisation "américaine", ayant des villes, des maisons, des écoles et même un alphabet et un journal et Jackson les a foutus à la porte sans merci et uniquement pour l'argent. Bref, les Indiens ont été massacrés, repoussés jusque dans des terres tout à fait inhabitables alors que l'on s'évertuait à leur faire le maximum de torts possibles. On parlait de sauvages nobles tout en brûlant leurs habitations.

Le Général Custer, rapporté comme héros, était en fait l'un des pires criminels que la terre ait jamais porté; il n'est pas resté dans l'histoire et l'on ne doit pas plaindre sa fin à Little Big Horn.

Jusqu'en 1900, on prit les terres des Indiens et expulsa leurs habitants à la force des armes, alors qu'il est courant aujourd'hui d'admettre que ce qu'on leur faisait au XIX<sup>e</sup> siècle était horrible mais que, de nos jours, nous ne sommes plus aussi brutaux. Cela n'est pas vrai. Aujourd'hui encore, on leur vole des terres, des droits d'eau, des bénéfices et même de l'argent. Rien de ce qui leur est dû ne leur est remboursé ou alors au compte-gouttes. Dans les années 50 et au début des années 60, par exemple, l'on a pris aux Senecas (groupe d'Iroquois de l'Etat de New-York) une très grande partie de leurs terres sur la rivière Alleghery. Le Génie Militaire, qui s'occupe des grands tra-

vaux publics (tels que barrages ...), les a obligés à "vendre" ces terres à un prix infiniment plus bas que le cours honnête. Les Indiens ne voulaient point vendre, car elles renfermaient la sépulture d'un chef ayant vécu longtemps avant l'existence des U.S.A., et en tout état de cause refusaient le prix proposé. Ils firent appel à la justice, à Kennedy, et tous leur refusèrent de l'aide. Washington, le chef de la révolution, et notre premier président, leur avait promis ces terres "tant que l'herbe poussera et que l'eau coulera" (je cite) et le Traité de Pickering en 1794 les leur avait garantis à jamais. Donc, contre la loi, la tradition, le Traité de Pickering et la Constitution, la parole d'honneur de la Nation, le gouvernement à qui rien n'importe que les sous et le pouvoir, a volé à ce peuple son patrimoine, son histoire et tout cela pour construire un barrage devant profiter aux industries situées au nord de la réserve.

Ceci est un exemple sortant de l'ordinaire, mais non pas un cas isolé. Tous les jours se passe quelque chose d'irréparable et dont la plupart du pays n'entend pas parler. Les Sioux de Rosebud ont un médecin pour des centaines d'habitants. Le suicide et l'alcoolisme sont communs parmi la population, causés par la dépression et l'oppression qu'elle subit.

L'un des fameux soldats ayant planté le drapeau américain sur l'île d'Iwojima pendant la dernière guerre et à qui une statue fut dressée à Washington, est un Indien Pina d'Arizona nommé Ica Hayes. Son peuple avait été écrasé par les Etats-Unis et on lui avait subtilisé l'aide du gouvernement et l'eau sans laquelle il ne pouvait vivre. Malgré cela, durant la guerre, il se porta volontaire dans les Marines pour défendre les U.S.A. et fut décoré. C'était un héros, mais il ne put faire son chemin dans la civilisation blanche car il était né indien. Il est mort, seul, dans son pays pauvre et sec. Telle fut la récompense d'un homme qui, malgré les torts que l'on avait envers lui, avait aidé son pays hors mesure.

En somme, les Indiens, à qui l'on doit plus de biens matériels et sociaux qu'à la plupart des citoyens et beaucoup plus qu'au citoyen moyen, n'ont rien. On leur a laissé très peu de choses, leur vole ce qui demeure et continue de les écraser.

On commence aujourd'hui seulement à prendre lentement conscience de nos Américains "originaux", mais .... fait encore très peu pour eux. Ceux qui sont réellement désireux de

voir notre pays juste et moral veulent un renversement complet de la politique actuelle.

De toutes façons, les Indiens étaient là avant que nous ne venions et, à ce qu'on dit, ils attendent patiemment que l'on reparte.

Et comme le dit un jour Victor Martinez, un Indien du Nouveau Mexique, à mon père : "l'on ne sait jamais" ....

MICHAEL B. KAYE (Octo. 1974)

## DES SOUS POUR LES SIOUX

L.O.C. juillet

Pendant 71 jours, des Sioux et des membres de l'American Indian Movement occupent le village de Wounded Knee.

Ils veulent protester contre le vol de leurs terres, la violation continuelle de leur souveraineté nationale, pourtant garantie par les traités qu'ils ont signés et la politique systématique de destruction physique et culturelle dont ils sont l'objet.

Ils proclament l'indépendance de la nation Sioux Oglala et exigent du gouvernement U.S. le respect de leurs droits, la possibilité pour les Indiens de prendre en mains leur propre sort.

Après avoir tenté de briser le mouvement par tous les moyens (2 Indiens tués, plusieurs blessés), le gouvernement U.S. cède et s'engage à négocier ces points avec les Indiens.

**AUJOURD'HUI**, le gouvernement U.S. n'a entrepris aucune négociation. La police du Bureau des Affaires Indiennes, organisme gouvernemental qui régent en maître toute la vie indienne, occupe militairement la réserve des Sioux (territoire indépendant selon le Traité de 1868) et y fait régner la terreur : arrestations arbitraires, agressions, assassinats (plus de 10 personnes tuées).

Le gouvernement U.S. a entrepris de liquider le mouvement indien — 600 personnes arrêtées dont 130 au moins vont passer en jugement, les principaux accusés risquent chacun plusieurs peines de prison à vie — Ces procès vont durer deux ans, coûter au gouvernement U.S. plusieurs millions de dollars. Il sait que les Indiens n'ont pas les ressources nécessaires pour les financer et il a déjà exigé 250.000 dollars de caution pour les personnes arrêtées. Ce qu'il veut, c'est briser économiquement le mouvement indien, lui ôter toute possibilité d'expression.

La résistance indienne est aussi vieille que l'arrivée des Blancs. Jamais les Indiens n'ont accepté le fait de la conquête, jamais ils n'ont accepté de s'intégrer à la civilisation américaine.

### SOUTENEZ LEUR COMBAT.

Adressez vos dons au Comité Français de Soutien à A. I. M. UER Ethno - Univ. PARIS VIIe, 3, Place Jussieu 75005 PARIS (compte bancaire : BNP Jussieu 6905).

*M. B. KAYE, étudiant américain, s'est lié d'amitié à Paris avec des militants de la J.F.F. Il pense revenir en France pour suivre des études de Breton et de langues celtiques. Il ne faut voir dans son article autre chose que le point de vue d'un américain libéral. (N.D.L.R.).*



## une colonie américaine - PUERTO RICO

Un mouvement indépendantiste gagne rapidement de l'audience à Puerto Rico et ses membres ont récemment ouvert un bureau auprès des Nations Unies et mis au point une résolution (n° 1514) réclamant "l'autodétermination et l'indépendance pour le peuple de Puerto Rico". Cette résolution prévoit que le contrôle américain annulera sa législation coloniale et placera temporairement le pouvoir administratif sous les auspices de l'O.N.U. jusqu'à l'obtention de l'indépendance.

Les relations particulières de Puerto Rico avec les U.S.A. offrent, pour ses habitants, deux avantages principaux. Puerto Rico n'ayant pas de représentation élue auprès du Congrès, est exemptée des impôts fédéraux sur le revenu et sur les entreprises, ainsi que d'autres taxes. D'autre part, les Puerto-Ricains étant citoyens américains, peuvent aller où ils le désirent, aux Etats-Unis, sans visa ni permis de travail. Ces avantages avaient, jusqu'à dernièrement, cimenté l'alliance des différentes classes sociales avec le gouvernement américain.

Maintenant, Puerto Rico paye pour ces relations particulières politiquement, économiquement et culturellement. L'appât du dollar américain a diminué et l'actuelle récession aux Etats-Unis a ramené à la surface le fait que Puerto Rico n'est pas maître de son économie. Le processus d'industrialisation a virtuellement détruit l'agriculture qui fournit aujourd'hui moins de 6 % du revenu national, alors que les travailleurs agricoles s'entassent dans les banlieues des grandes villes de l'île. Les prix de presque tous les produits vendus en supermarché et des fruits sont considérablement plus hauts que ceux pratiqués à New-York.

Puerto Rico est devenu un havre dans les Caraïbes pour les touristes américains désireux d'éviter les barrières frontalières et linguistiques. La situation économique actuelle a, de toute façon, tari le flot touristique et, parallèlement avec l'augmentation des prix hôteliers, entraîné la fermeture d'un certain nombre d'hôtels de luxe, le gouvernement étant amené à en racheter un certain nombre d'autres pour les maintenir ouverts. C'est ainsi que le Jeronimo Hilton et le Racquet Club ont fermé leurs portes.

L'exploitation culturelle par les touristes américains et, dans son sillage, l'implantation du "Spanglish" ainsi que l'étalage des stéréotypes du Puerto-Ricain, ont amené nombre d'entre eux à penser qu'ils sont des citoyens de second rang, non seulement politiquement, mais aussi socialement et culturellement.

Pablo Neruda a éloquentement résumé cette situation dans l'un de ses poèmes :

*"Oh pobre Puerto Rico / pauvre port / cloué avec les clous du tourment  
"par tes traîtres de fils qui martèlent / tes os sur la croix de dollars (1)*

Si vous êtes intéressés par le mouvement pour l'indépendance de Puerto Rico et la résolution présentée à l'O.N.U., vous pouvez contacter Carmen Lopez ou Rafael Anglada, membres du Puerto Rican Solidarity Committee en écrivant à P.O. Box 1164, New-York . N.Y. 10023.

PAULA WESTMORELAND (16.14)

Membre du "Revolutionary Student Brigade" (M.L.)

(1) Le poème de Pablo Neruda a été ici traduit de l'anglais sans connaissance du texte initial. Nous nous excusons de la traduction, peut-être imparfaite.



Justice for Farmworkers—



Boycott  
Grapes and Head Lettuce.

### les luttes des ouvriers agricoles de Californie

Depuis des années, Cesar Chavez et les United Farms Workers se sont battus pour mettre en place une organisation syndicale représentative des travailleurs agricoles. Ils ont dû s'opposer à l'énorme pouvoir tant économique que politique des propriétaires agricoles, à la violence des Teamsters (1) et à l'hostilité d'un gouvernement les regardant comme une nuisance. Les propriétaires ne laissant pas les travailleurs agricoles organiser d'élections syndicales libres, ceux-ci ont dû porter le débat devant la conscience populaire sous la forme d'un boycott des consommateurs.

Les ouvriers agricoles ont les pires conditions de vie et de travail de toute l'activité économique des Etats-Unis, et leur espérance de vie n'est que de 49 ans. Les familles vont d'un ranch à un autre au fur et à mesure du déplacement du travail, tout en vivant dans des "camps de travail" bourrés et insalubres. L'éducation n'est pas continue, les adultes ont en moyenne moins de huit années de scolarité et l'on estime à 800.000 le nombre de travailleurs âgés de moins de seize ans. Quatre cents travailleurs meurent chaque année d'empoisonnement par les pesticides dangereux et le nombre d'accidents du travail est de 300 % plus haut que la moyenne nationale.

La sécurité de l'emploi est pratiquement inexistante et, exception faite des contrats passés par les patrons avec l'United Farms Workers (U.F.W.), l'engagement des ouvriers est réglé par des intermédiaires suivant le "labor contractor system". Le propriétaire fait savoir à l'intermédiaire de combien de travailleurs il a besoin et ce qu'il les paiera et les travailleurs alors sélectionnés sont ceux susceptibles d'effectuer le travail le plus rapidement possible tandis qu'une totale discrimination est appliquée à l'encontre des travailleurs âgés et des femmes. La plupart des ouvriers ne parlent pas l'anglais et sont menacés de perdre leur emploi à la moindre jérémiade ou tentative d'action, les conditions pour une exploitation quasi illimitée étant ainsi réunies.

Alors qu'il est évident que les ouvriers agricoles ont grand besoin d'un syndicat, l'on peut se demander pourquoi ils ont mis si longtemps à s'organiser. La réponse doit être recherchée dans l'histoire. En effet, depuis le début de la production de fruits et légumes sur une large échelle dans les dernières années du XIXe siècle, le travail a été accompli par une succession de groupes minoritaires. Au fur et à mesure qu'un groupe se familiarisait avec la langue et les coutumes de son nouveau pays, il commençait à rechercher plus de sécurité et d'aisance, les puissantes organisations de propriétaires autorisant alors l'importation d'un nouveau groupe de travailleurs étrangers (Philippins, Mexicains ... n.d.l.r.) augmentant ainsi le réservoir de main-d'oeuvre et maintenant leur politique de bas salaire. Il était alors facile d'éviter une organisation des travailleurs en les menaçant de la perte de leur emploi et en faisant jouer les antagonismes entre groupes "nationaux".

En 1936 fut voté le "National Labor Relations Act" qui donna à la majorité des travailleurs industriels le droit, entre autres bénéfiques, à des élections libres et aux négociations syndicales. A cause du poids du lobby des industries agricoles, le travail aux champs était expressément exclu de cette loi. Malgré les efforts de certains syndicats, dont l'A.F.L.-C.I.O., qui essayèrent d'organiser les ouvriers envers et contre tout, il n'y eut pas d'organisation effective avant la création, en 1962, des United Farms Workers.

La première grève du raisin et le boycott qui l'accompagna débutèrent en 1965. Effrayés par le pouvoir du nouveau syndicat, les propriétaires entendirent s'en protéger par la signature d'un accord avec un syndicat jaune ne leur coûtant aucune concession et n'accordant aucun pouvoir réel aux travailleurs.

Ces accords passés entre les Teamsters et les patrons réclamaient le même salaire que ceux signés par l'U.F.W., mais maintenaient le "labor contractor system" et ne prenaient aucune restriction contre le travail des enfants, les pesticides et les conditions de travail dangereuses. Ils n'étaient pas rédigés par les travailleurs eux-mêmes et ne demandaient l'institution d'aucun type de rencontres syndicales, la plus importante chose étant alors peut-être que les travailleurs n'avaient pas la force de les faire appliquer, le syndicat se refusant à le faire.

Après cinq années de boycott, les patrons furent obligés de tenir des élections libres, qui tournèrent très largement en faveur de l'U.F.W. et, de 1970 à 1973, la plupart des grands producteurs passèrent des accords avec elle. Ceux-ci remplacèrent le "labor contractor system" par un bureau syndical de placement donnant aux travailleurs sécurité de l'emploi et respect de l'ancienneté dans la profession. Ils réclamaient aussi qu'un comité soit élu par les ouvriers dans chaque ranch pour vérifier leur application, officialisaient les pesticides autorisés, exigeaient sanitaires et eau potable dans les champs et interdisaient le travail des enfants de moins de 16 ans. Certains des autres services du syndicat étaient garderies d'enfants, maisons de retraite, cliniques médicales et services juridiques.

Mais lorsqu'en 1973 les accords prirent fin, de nouveau les propriétaires signèrent avec les Teamsters. Ceux-ci avaient alors également signé des accords avec les producteurs de laitue et le boycott avait là aussi commencé. Durant l'été 1973, les Teamsters engagèrent des gorilles à 65 dollars par jour (plus de 300 francs) pour rompre les piquets de grève de l'U.F.W. La violence atteignit son paroxysme en août lorsque deux grévistes furent tués l'un par un briseur de grève, l'autre par un sherrif adjoint. Le syndicat, pour éviter plus de violence et de morts, fit passer ses efforts principaux de la ligne de grève aux villes où une campagne intensive de boycott fut menée. Le sort des travailleurs de l'U.F.W. est aujourd'hui entre les mains des consommateurs. Dans les grandes villes de l'Est, telles que New-York et Boston, le boycott a été un succès relatif, comparativement à ce qu'il en est dans le Sud et l'Ouest du pays. Il est certain que les producteurs propriétaires sentent la pression, mais grâce au large support qu'ils reçoivent de la part du capital, ils peuvent tenir bon longtemps s'ils pensent que cela devrait détruire les forces syndicales. Le dernier boycott dura de 1965 à 1970, le deuxième peut durer plus ou moins longtemps. Pour qu'il soit un succès, il est nécessaire que 25 % de ceux qui consomment habituellement de la laitue, des raisins et des vins de la marque Gallo cessent de le faire. Historiquement, le boycott a déjà été utilisé avec succès et les indications portent à croire que, s'il est mené avec persistance, il pourrait l'être encore cette fois-ci.

LAURA NANCE (10.74)

#### Note

- (1) Les Teamsters sont le syndicat des camionneurs. Il s'agit du plus fort syndicat du monde. Par endroits aux U.S.A., et en tout cas au niveau national, ses chefs en font leur mafia personnelle. C'est aussi le cas en Californie.

## L'ARCHIPEL DES COMORES EST "UN ET INDIVISIBLE"

article idiot et consciemment réactionnaire.

Voici qu'à l'approche du référendum sur l'indépendance de l'archipel des Comores, on parle de l'obstination des Mahorais à vouloir demeurer Français.

Problème embarrassant pour le gouvernement, pour tous ceux qui acceptent rigide-ment les schémas désormais classiques de la décolonisation : que celle-ci se fasse dans les frontières tout artificielles imposées par le colonisateur. Pas de démembrement, pas de regroupement, sinon l'on suscite la colère de tous gouvernements qui n'ont que trop bien retenu la leçon du jacobinisme français, des nationalismes européens.

Je ne connais pas les idées politiques de Mr Marcel Henry, leader du mouvement mahorais, mais qu'il soit de droite et même réactionnaire ne me surprendrait pas. Je ne connais guère mieux celles de Mr Ahmed Abdallah, chef du gouvernement comorien, mais il semble évident que son vocabulaire, qui sent sa gauche, ne l'empêche pas de gouverner à droite.

C'est donc à un débat d'un tout autre ordre que le classique débat gauche/droite que je voudrais convier mes lecteurs. Où, si l'on préfère s'y tenir, je dirais que être de gauche signifie, pour moi, respecter le choix d'un petit peuple, même si ce choix peut sembler aberrant, de loin, en cette époque. Donc, être de gauche, ici, c'est réagir en fédéraliste.

Les Mahorais ont autant le droit de n'être pas Comoriens, que les Jurassiens français de n'être pas Bernois; ou que les habitants de Singapour de n'être pas Malaisiens. Mais nous remarquons bien que dans un cas, c'est un Canton qui se scinde à l'intérieur d'un ensemble fédéral; dans l'autre, c'est un état fédéré qui se détache du reste de la fédération. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de systèmes permettant de tels changements; je ne dis pas qu'ils les permettent sans grincements ni craquements, mais, baste ! ils les permettent.

Tandis que dans l'affaire de Mayotte, et dans l'ensemble français, on ne voit guère quels rouages juridiques pourraient tourner pour qu'une règle aussi simple, aussi admise universellement, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, puisse jouer. De rouages, point, et de subtilités, aucune. C'est tout ou rien. Français ou Comorien (pour la rime).

Ici, admirons la sagesse du gouvernement français. Lui qui, pas plus que ses prédécesseurs, et certainement que ses successeurs, n'est capable de mener en France une politique de régionalisation digne de ce nom, propose, par volonté de compromis que, avant la ratification des résultats du scrutin, le gouvernement comorien applique, pendant un délai d'au moins six mois, une véritable politique de régionalisation. Gageons que conseils et conseillers en la matière viendront tout droit de Paris. A Paris, on veut tout, et son contraire ! Mais si je m'appelais Ahmed Abdallah et que je fusse doté du sens de l'humour, je retournerais vite le conseil à Mr Giscard d'Estaing : que soit appliquée, en France, pendant au moins six mois, une véritable politique de régionalisation.

Pour conclure, ce sera vite expédié. Ma conclusion, celle que je fignois, voilà qu'on me l'a volée et que je la trouve infirmée dans Le Monde du 17 novembre. Mr Ali Bouhane, enseignant comorien, écrit :

" Il serait bon de faire connaître à l'opinion publique française que le courant " que défend Marcel Henry et dont Mr Valléry-Radot se fait le champion aujour-

" d'hui, est combattu par la majorité des Comoriens. Mr Vallery-Radot est-il  
" pour la Bretagne indépendante, pour l'Occitanie libre, pour Le Pays Basque  
" libéré, pour la Corse séparée du continent (1) ? Si Marcel Henry se sent Fran-  
" çais, c'est son problème, mais il n'empêchera pas l'Archipel des Comores  
" d'être un et indivisible ...".

Allons-enfants-de-la-Patri-i-e, les adjectifs fatidiques sont lancés !

Nous sommes à une époque de redistribution des cartes (à jouer) et de modifica-  
tion des cartes (géographiques). La forme des états change plus vite (hélas !)   
que le coeur d'un mortel (c'est de qui ?).

A nous de dire si nous sommes du côté de l'un et de l'indivisible ou du côté du  
fédéralisme. Du côté du ligoté, de l'inerte et de l'ossifié ou du côté de ce qui  
craque, ce qui bouge, ce qui respire, de ce qui vit.

Moi j'ai fait mon choix, il y a belle lurette, et c'est pourquoi je ne me sens  
pas gêné d'apporter mon modeste appui aux aspirations des Mahorais; d'autant  
moins gêné que, j'en suis sûr, la départementalisation de Mayotte est le meil-  
leur moyen pour déguster à tout jamais les Mahorais d'être Français. Dix ans, je  
leur donne ! Et alors, oui, vive l'Archipel des Comores !

Bernard LESFARGUES

(1) Ici admirons comme ce Comorien a bien retenu les leçons du chauvinisme fran-  
çais : la France, pour Mr Cocorico, c'est le continent. Sans parler de ce  
qu'il y a de Joseph Prudhomme dans cette vision d'une île qui n'en devien-  
drait pleinement, géographiquement une, en quelque sorte, que le jour où elle  
larguerait ses amarres politiques ...

## L'OBJECTION DE CONSCIENCE AU DANEMARK.

Comme on le sait, le Danemark étant membre de l'OTAN, est obligé d'avoir une  
armée. Dans cet article, je ne discuterai pas de ce problème de fond, et me con-  
tenterai de parler de la politique danoise de défense, dans la mesure où cela  
s'avèrera nécessaire pour une bonne compréhension de la situation des objecteurs  
de conscience.

Après la Seconde guerre mondiale, il fut décidé que la future politique de dé-  
fense serait basée sur le service militaire obligatoire. Déjà alors, la classe  
politique comprit la nécessité du concept d'objection de conscience, car il était  
clair qu'il existait des groupes religieux pour lesquels il n'était pas possible  
de rejoindre l'armée. Et à l'époque, seules les raisons religieuses abondamment  
illustrées pouvaient entrer en considération.

Cette situation demeura inchangée jusque vers le milieu des années soixante. Il  
y eut alors une évolution fondamentale. Premièrement, des gens affirmèrent que  
les raisons humanitaires étaient aussi valables que les religieuses, qu'il n'é-  
tait pas nécessaire d'appartenir à une quelconque église pour prouver que l'on  
se refusait à tuer son prochain. Les autres groupes revendicatifs, appartenant à  
l'extrême-gauche, poursuivaient le but d'une révolution socialiste et ne pou-  
vaient accepter de rejoindre l'armée qui, au Danemark, comme dans les autres pays  
occidentaux, est un facteur de stabilisation et de conservation sociale, pour-  
suivant des buts opposés aux leurs.

Ces pressions sur les "politiciens" eurent pour résultat l'acceptation que le refus de tuer ou d'apprendre à tuer pour des raisons de convictions personnelles, était une raison suffisante pour être objecteur de conscience. Bien évidemment, de nombreux autres facteurs ont poussé à cette acceptation. L'on peut mentionner la fin de la guerre froide, le manque d'intérêt au Danemark, dans la population comme dans la classe politique, pour les problèmes de défense et, finalement, la peur de troubles et de difficultés disciplinaires dans l'armée elle-même, si l'on ne reconnaissait pas le droit à l'objection de conscience.

J'en viendrai maintenant à la situation actuelle des objecteurs de conscience au Danemark. Il faut commencer par rappeler que les raisons des objecteurs de conscience sont principalement de deux types : religieuses, politiques (pacifisme, humanisme ...).

Pour aucune de ces raisons, il n'est nécessaire d'apporter des "preuves" et les investigations du côté militaire sont réduites au minimum, sinon nulles. Ceux qui refusent le service militaire ont une autre possibilité; il est possible d'effectuer le service obligatoire dans la "défense civile".

A l'issue du dernier compromis intervenu au Parlement sur les problèmes de la défense, les objecteurs doivent s'acquitter d'un service de douze mois (au lieu de neuf mois pour les militaires). Le premier mois est passé dans une Ecole spécialisée dont le but principal est de fournir les informations importantes concernant la position des objecteurs de conscience, leurs droits et leurs devoirs. Rien dans cette école n'a à voir avec la vie militaire, ni les règles, ni la discipline.

En dépit de quelques restrictions, l'on est totalement libre alors de choisir son affectation, aussi longtemps qu'elle est acceptée par les autorités. Le choix est offert entre toutes les institutions sociales et un tas d'organisations à but non lucratif. Une règle a cependant été établie pour éviter que les objecteurs ne soient favorisés par rapport à leurs camarades, il n'est pas possible de travailler dans un secteur où l'on vous dispenserait une éducation complémentaire.

L'une des principales différences entre un militaire du contingent et un objecteur de conscience, est que celui-ci est soumis à la justice civile alors que le premier relève de la justice militaire. Dernièrement, ce point a été discuté, car certains pensent que tous devraient être soumis au même système disciplinaire, ce qui signifie que les objecteurs de conscience devraient également être soumis aux règles militaires.

Pour parler du futur, l'on peut dire, d'ores et déjà, que les politiciens danois ont compris que le nombre des "conscientious objectors" allait s'élever à un niveau tel qu'il serait impossible d'avoir une armée sous le système du service obligatoire. Il a donc été décidé que la majeure partie de l'armée danoise serait composée de soldats professionnels, et ceci est exactement à l'opposé de ce que j'ai recherché personnellement en tant qu'objecteur de conscience. Le but, pour mes camarades et moi-même, ayant été d'abolir une défense militaire danoise.

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots de la façon dont sont aujourd'hui considérés les objecteurs danois;

Pendant de nombreuses années, il a été difficile d'être objecteur de conscience, car il était dur de trouver, après cela, du travail. Heureusement, cela a changé. Nous ne sommes plus considérés comme des "gauchistes sur lesquels on ne peut pas compter"; exception faite de la police et de la fraction la plus conservatrice du patronat, il n'y a plus maintenant de discrimination de la part de la population.

SØREN BO

## ROQUEFORT DRESSING ET BOTTES DE CUIR

OU IL EST TRAITE, PELE-MELE, DE L'EXTENSION DU CAMP MILITAIRE DU LARZAC, DE SON INCIDENCE SUR LES FUTURES RELATIONS BILATERALES FRANCO-AMERICAINES ET LA DETERIORATION DE L'EQUILIBRE MONDIAL DU POUVOIR ... AINSI QUE D'AUTRES BROUTILLES.

### 1. NOTES PRELIMINAIRES

1.1. Nous devons en premier lieu remercier la "Cheese Importers Association of America" de New-York, des renseignements qu'elle a bien voulu nous fournir ; étant en livres, ils ont été convertis en kg, sur la base de :

1 livre = 0,453592 kg

1.2. Il est regrettable que, ni la "American Blue Cheese Association" de Chicago, ni le "Mayonnaise and Salad Dressing Institute" d'Atlanta, n'aient répondu aux demandes d'information que nous leur avons adressées.

1.3. Il est bon de signaler que, faute d'intérêt et de temps, il a été impossible de se renseigner sur la composition exacte du Roquefort Dressing et, notamment, sur sa teneur ou non teneur en Roquefort.

1.4. Nous tenons pour scientifique l'hypothèse avancée par les paysans suivant laquelle les brebis mangeraient, en moyenne, 365 jours par an (les années non bissextiles) et ne sauraient donc se contenter, comme le propose l'armée française, d'une ouverture du camp tous les 36 du mois.

### 2. DONNEES CHIFFREES

2.1. Une étude des statistiques de la C.I.A.A. montre que ce sont 962.533,6 kg de Roquefort qui ont été importés aux U.S.A. en 1973, soit plus de 12,45 % des importations américaines de fromages français.

2.2. Une fois aux U.S.A., le Roquefort est commercialisé en l'état ou utilisé comme matière première pour la production de Roquefort Dressing, sauce de salade populaire consommée par 12,40 % des ménages américains.

2.3. Un simple coup d'oeil aux statistiques de la C.I.A.A. montre qu'une cessation de la production, et donc de l'exportation de Roquefort, aurait pour 1973 fait rétrocéder la France du troisième rang (7.730.567,5 kg, après le Danemark et la Nouvelle Zélande) au sixième rang (6.768.033,9 kg, après les mêmes, plus l'Autriche, la Finlande et l'Italie) des fournisseurs en fromage des Etats-Unis. En fait, à plus long terme, il est à prévoir une chute encore plus spectaculaire car les réactions des consommateurs américains, individuels et collectifs, privés de Roquefort, iront sans doute dans le sens d'un boycott des produits français, les fromages se trouvant naturellement en première ligne.

2.4. Il faut enfin noter que ce n'est pas ce que l'on peut appeler "Roquefort étranger" (ou d'imitation) qui est susceptible de combler le vide créé par l'extension éventuelle du camp de Larzac. En effet, aujourd'hui (données 1973), la Suisse et ce que la C.I.A.A. nomme "autres pays", exportent conjointement : 9.704,1 kg de "Roquefort" aux U.S.A., soit très légèrement moins de 1 % de la consommation de ce pays. Cette production "étrangère" ne représente, par ailleurs, que 1,01 % du Roquefort français consommé aux U.S.A. en 1973, pourcentage que l'on peut qualifier sans hésiter de dérisoire.

### 3. INTERMEDE

C'est à partir de ce contexte rapidement chiffré qu'il convient d'envisager les conséquences exactes de l'extension du Camp Militaire de Larzac et non à partir du quasi silence, gêné, de la propagande gouvernementale française.

### 4. REPERCUSSIONS

Loïn d'entraîner seulement la disparition du Roquefort des étalages des fromageries d'outre-atlantique, l'extension du Camp du Larzac serait lourde de conséquences ; une liste non limitative en est dressée ici à titre d'exemple significatif.

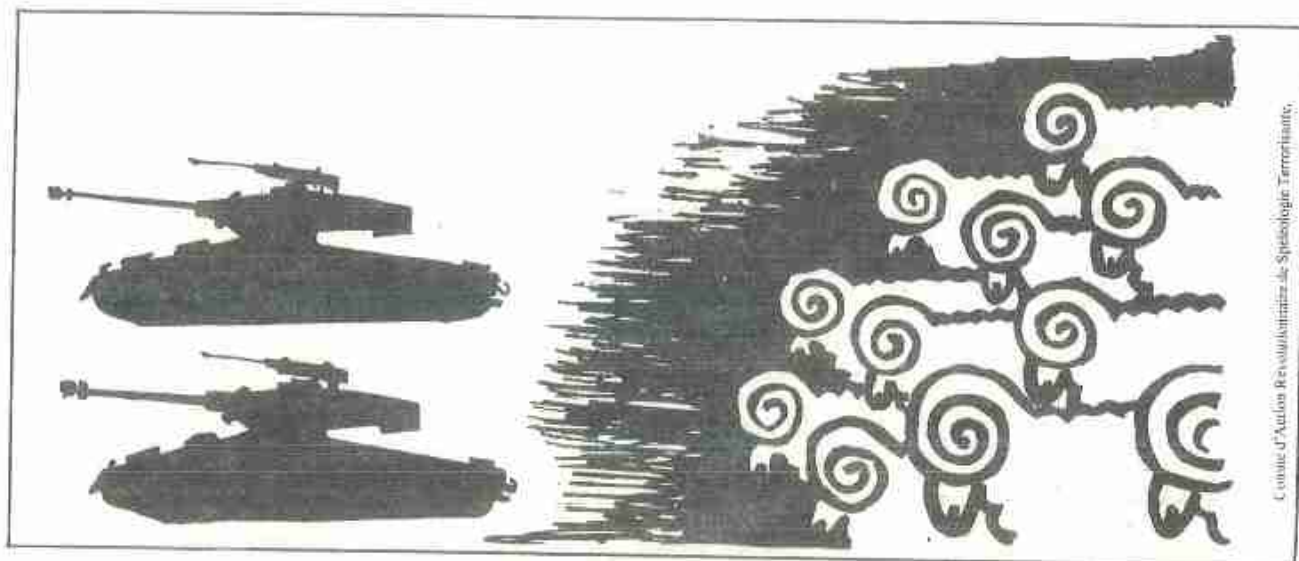
4.1. La disparition du Roquefort Dressing due à la pénurie de matière première entraîne des répercussions à la baisse sur la consommation de nombreux légumes et sur celle des avocats. D'où une crise de l'agriculture américaine qui ne saurait demeurer sans conséquences humaines.

4.1.1. Richard Nixon, une fois chassé du pouvoir (par le méchant complot international, fomenté par la méchante bourgeoisie de la côte Est des U.S.A. et ses méchants porte-paroles, le Washington Post et le New-York Times - Thierry Maulnier dixit cf. XXe siècle fédéraliste n° 416), reconverti à San Clemente comme jardinier, risque de perdre sa place. Aux dernières nouvelles, il envisagerait, pour arrondir ses fins de mois, d'épouser Aristote Onassis.

4.1.2. Moins tragiques sont les répercussions pour les "Chicanos", ouvriers agricoles mexicains qui sont simplement menacés d'expulsion faute d'un travail et de revenus stables.

4.2. Devant cet afflux soudain de population, le Mexique tempête et annonce son retrait de l'Organisation des Etats Américains et la rupture des relations diplomatiques avec les U.S.A.

4.3. Des milieux économiques déjà célèbres pour avoir largement financé la campagne de réélection de Nixon en 1972 font jouer leurs relations dans la classe politique de Washington pour obtenir, par une intervention armée, l'annexion du Larzac qui deviendrait alors le 51ème état de la Fédération; tout cela pour éviter la rupture des approvisionnements en Roquefort et ce qui s'ensuivrait : émeutes, chômage, licenciements collectifs, troubles sociaux .... Ils obtiennent un début de satisfaction avec la nomination d'un nouvel ambassadeur en France, précédemment ambassadeur à Athènes et à Santiago.



4.4. John Wayne, acteur de Western et nationaliste fervent, met sur pied à Hollywood un groupe de pression financé par les industries cinématographiques, dans le but inavouable d'utiliser le Larzac, une fois annexé, au tournage de films destinés à concurrencer le Western italien.

4.5. Un nouveau scandale est découvert aux U.S.A., le Washington Post révélant que c'est sur les ordres directs de la Maison Blanche que les barbouzes de la C.I.A. , les confondant avec les caves de Roquefort, ont truffé les locaux du Canard Enchaîné de micros et autres gadgets destinés à saisir les secrets de fabrication du fameux fromage. Si ce n'est pas du complot international ... et voilà qui démontre, s'il en était encore besoin, la totale innocence de Mr Raymond Marcellin et de ses services.

4.6. La sauce au Roquefort étant consommée avec plus de ferveur par les hommes que par les femmes, il s'ensuit une effémination (culinaire tout d'abord) de la population mâle américaine, y compris des G.I.'s et autres barbouzes et il n'est pas besoin de souligner les risques qu'une telle évolution fait courir au monde libre : Vietnam, Europe Occidentale, Chili ...

4.7. Si le malheur des uns fait le bonheur des autres, il faut reconnaître que la disparition du Roquefort Dressing s'est accompagnée, dans certains milieux, principalement les couvents de religieux cloîtrés, d'une augmentation parallèle de la consommation des produits ci-après énumérés : beurre, vaseline, crème aigre et aioli; les experts se perdent en conjectures.

## 5. CONCLUSIONS

Les quelques exemples précédents, de répercussions plausibles de l'extension du camp du Larzac, montrent que l'on est fort loin de la seule expulsion de 103 habitants et de leurs petites familles. Il est donc de notre devoir de citoyens conscients, devant les risques que court l'intégrité territoriale de la une, sainte et apostolique République française, de demander au gouvernement de renoncer à ses projets d'extension. Mieux, il serait souhaitable, pour amener un apaisement durable de la scène politique internationale et éviter tout risque de confusion à l'avenir, que le camp actuel soit démantelé et rendu à sa vocation première : l'élevage de brebis laitières.

Pour déjouer d'avance l'accusation d'antimilitarisme, tare parmi les tares, nous proposons une extension de 1400 hectares du camp militaire de Canjuers. Une pétition signée, en premier lieu, par le Comité de rédaction de Fédéchoses, et les 103 paysans du Larzac, circulera d'ailleurs bientôt en ce sens. (D'après certaines sources, le Député U.D.R. de Millau, soucieux de sa cote locale, serait le premier signataire).

Jean-François BILLION

FEDECHOSSES - pour le Fédéralisme.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM ..... Prénom .....

ADRESSE .....

Somme : (15 F. minimum) par chèque barré au nom de Jean-Luc PREVEL, adressé à  
J.E.F. 26, rue Sala - 69002 LYON.



## transnational information service

Les forces capitalistes s'organisent de plus en plus au niveau européen et mondial. Cela leur permet d'échapper au contrôle politique des institutions nationales ou à celui des syndicats et autres forces politiques organisées au niveau national. Le pouvoir économique étant concentré de cette manière, un nombre sans cesse croissant de décisions sont prises là où les travailleurs et les autres citoyens concernés ne peuvent les influencer.

Les syndicats, partis politiques et autres mouvements de gauche donnent nécessairement la priorité aux luttes locales et nationales. Mais en même temps ils perdent du terrain car ils sont incapables d'agir au niveau où le pouvoir économique est exercé.

La première condition pour la gauche, si elle ne veut pas échouer au niveau multinational, est d'être mieux informée.

Langues, distances, problèmes techniques de communication, divergences idéologiques, difficultés surgissant des différences entre les contextes nationaux, de même que la priorité donnée (à juste titre) aux affaires sociales, sont autant d'obstacles à la communication et donc aux actions communes.

C'est pour aider à aborder ce problème qu'AGENOR, "left-wing group" transnational organisé en coopérative et mettant l'accent sur la communication et l'information, a décidé de mettre sur pied le "Transnational Information Service".

Ce faisant, Agenor ne cherche nullement à prendre la place des organisations internationales des syndicats ou partis politiques. Mais la composition transnationale d'Agenor en tant que groupe, et l'expérience acquise en sept années de travail sur les contacts et communications au-delà des frontières (géographiques, linguistiques ... et idéologiques) nous ont convaincus que nous avons une réelle contribution à apporter.

Le but principal du T.I.S. est d'accumuler, analyser, traduire si nécessaire et distribuer les nouvelles et le matériel pouvant aider à une action commune des travailleurs et des forces de gauche.

(....)

Il est prévu de s'attaquer prioritairement aux domaines suivants :

- le contrôle du pouvoir économique :
  - . nouvelles formes d'action des travailleurs,
  - . théorie et pratique du contrôle du pouvoir économique;
- coopération au-dessus des frontières entre les partis politiques;
- actions unitaires contre les multinationales;
- travailleurs immigrés.

Avant de s'atteler à sa tâche principale, le T.I.S. a comme priorité absolue de dresser une liste aussi complète que possible des syndicats, partis politiques et autres organisations progressistes. Qu'une telle liste n'ait pas, jusqu'à aujourd'hui, été disponible en un coin ou un autre d'Europe donne une idée des difficultés de coopération de la gauche, et elle deviendra un instrument de travail vital.

Ce précis comprendra :

- Syndicats : noms, adresses, numéros de téléphone ... par branche d'industrie, région, état et au niveau international;
- Partis politiques : adresses et autres informations de base. Autant que possible, des informations seront également données sur les organisations des pays dans lesquels les partis politiques formels sont interdits;
- Parlements : membres des parlements régionaux et nationaux appartenant à des organisations de gauche;
- Autres groupes et mouvements politiques, y compris extra-parlementaires ou actifs dans un domaine spécifique (problèmes urbains, environnement, travailleurs immigrés ...).

Pour plus d'informations concernant le "Transnational Information Service", contactez :

André de Seume

Transnational Information Service

13, rue Hobbema

B- 1040 Bruxelles

Belgique

**agenor**  
société coopérative

13, rue Hobbema  
1040 Bruxelles

tél. 33 04 15/33 05 48

société générale de banque

compte 210-0099100-18

R.C.B. 35 7068

T.V.A. 406 419 706

Le T.I.S. est à l'heure actuelle dans une période d'essai; votre intérêt et votre aide peuvent être décisifs pour son succès. Tous ceux qui peuvent fournir des indications sur des événements locaux, des adresses, des publications (en toutes langues) pouvant servir de matériaux, doivent nous contacter. Même s'il s'agit de la seule possibilité qu'ils aient de nous aider, qu'ils le fassent.

N.d.T.

Ce texte est un résumé (très large) d'un communiqué de l'équipe d'AGENOR distribué par Sue Lewis (responsable des "liaisons politiques") au stage de la J.E.F. à Strasbourg en Juin dernier. Il a été traduit et parfois allégé de certains passages nous semblant inutiles. L'initiative d'Agenor est suffisamment originale pour que nous ne nous amusions à pinailler sur tel ou tel point de détail où nous pourrions ne pas être en accord parfait avec ses promoteurs. (J.-F. B.).

#### **courrier des lecteurs**

Merci bien de votre FEDECHOSSES, vivant et d'une présentation très soignée.

A mon avis, il faudrait refuser la démission de Michel Morin. Je crois que nous sommes tous intolérants et sans souplesse, des esprits parfois étriqués.

Vos critiques du fascisme sont bonnes et utiles ! Mais le fascisme, c'est aussi l'écrasement de l'Espagne par les soldats de Napoléon, les anciens révolutionnaires au coeur pur. C'est aussi les opposants dans les asiles de fous soviétiques, les installations de tirs automatiques fermant les frontières des protectorats communistes, bien que ces régimes offrent aussi des belles réussites. Allez-y un peu.

Alors, soyons contre toutes les tyrannies. Parce qu'une belle indignation à sens unique de notre part, fondée, même inconsciemment, sur la lâcheté devant une dictature possible de la gauche ou sur l'espoir de nous y préparer notre fromage, cette belle indignation ne vaudrait pas tripette.



au sommaire du prochain numero

deuxieme trimestre 1975

- Conférences internationales sur les minorités (Trieste, juillet 1974) ; Intervention de Giuseppe Trebbi (Secrétaire de la J.E.F. Trieste).
- Echanges interculturels en Louisiane francophone (E. L. WALL).
- Impérialisme, social-impérialisme et stratégie fédéraliste (B. BARTHALAY).
- L'Europe et la monnaie (journée d'étude de Lyon - 12 janvier 1975).
- Pour une société occitane émancipée -  
 La femme exilée, la femme prisonnière (Jean-Marie AUZIAS).
- Fiches de lecture : "L'obéissance n'est plus une vertu" de Lorenzo MILANI (Christian CHAUTEMPS).

# EURO- GAG

CHANGEMENT DANS LA  
CONTINUITÉ,  
CONTINUITÉ DANS LE  
CHANGEMENT ...

THAT IS THE QUESTION

